



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 38 – 05 novembre 2021

Sommaire

Fait marquant

- La COP26 a débuté cette semaine à Glasgow de façon hésitante, malgré quelques avancées

Climat & Energie

- Rishi Sunak a annoncé l'établissement d'une future obligation pour les grandes entreprises et banques de publier leurs plans de transition *Net Zero*
- De nouvelles faillites de fournisseurs d'énergie accentuent la transformation du marché énergétique au Royaume-Uni
- L'industrie lourde critique le manque d'action du gouvernement face à la hausse des prix de l'énergie
- Plus de 100 pays s'engagent à réduire leurs émissions de méthane

Environnement

- Les dirigeants mondiaux s'engagent à mettre fin à la déforestation d'ici 2030
- Le gouvernement contraint à un revirement sur les rejets des eaux usées dans les milieux naturels

Industrie

- Les acteurs du transport routier s'opposent à l'interdiction de la vente de véhicules lourds fonctionnant avec des carburants fossiles d'ici 2040

Transport

- La collision de deux trains relance le débat de la sécurité du transport ferroviaire au RU
- Un rapport parlementaire appelle à reporter la création de nouvelles « autoroutes intelligentes » en raison de craintes sur la sécurité routière

Fait marquant

La COP26 a débuté cette semaine à Glasgow de façon hésitante, malgré quelques avancées

La 26^{ème} conférence des parties de la convention des Nations Unies sur le changement climatique ([COP26](#)) s'est ouverte officiellement le 31 octobre à Glasgow, sous présidence britannique. C'est la première fois, depuis l'accord de Paris conclu il y a six ans, que les Etats sont tenus de publier de nouvelles contributions déterminées au niveau national (CDN), rehaussant leurs engagements de réduction d'émissions à horizon 2030, afin de contenir le réchauffement climatique en deçà de 2°C, voire 1,5°C. Or, les derniers rapports des Nations Unies, prenant en compte les engagements publiés avant le sommet, estiment qu'ils mènent actuellement à une trajectoire de réchauffement global de 2,7°C à horizon 2100.

Lors de la cérémonie d'ouverture, le premier Ministre britannique [a appelé](#) tous les pays à accélérer leur action, en insistant sur quatre points essentiels se résumant à « *cash, coal, cars and trees* » : la promesse des 100 milliards de dollars annuels de dons des pays développés vers les pays en développement ; la nécessité de fermer les centrales à charbon le plus rapidement possible ; le développement de technologies vertes, dont les voitures électriques, et la lutte contre la déforestation. Plus de 120 chefs d'Etat et de gouvernement ont participé au *World Leader Summit*, présentant les engagements et priorités de leur pays. Parmi eux, [le Premier ministre indien](#) a annoncé que son pays n'atteindrait la neutralité carbone que d'ici 2070, et s'est engagé à ce que ce 50 % de l'électricité indienne provienne d'énergies renouvelables à l'horizon 2030. Selon l'université de Melbourne, cette annonce du troisième émetteur mondial devrait permettre de limiter le réchauffement mondial [en deçà de 2°C](#), si les engagements de réduction d'émissions annoncés par tous les autres Etats sont respectés.

Ces nouveaux engagements ont permis de maintenir une dynamique qui peine toutefois à crédibiliser le maintien en vie (*keep alive*) de l'objectif de 1,5 degré. Les différentes initiatives sectorielles, les déclarations publiées ces derniers jours concernant la déforestation et le méthane, ainsi que l'annonce d'un partenariat pour la transition énergétique 'juste' en Afrique du Sud, auquel la France et le Royaume-Uni ont adhéré, ont cependant permis de progresser sur certains points précis.

Le chiffre de la semaine

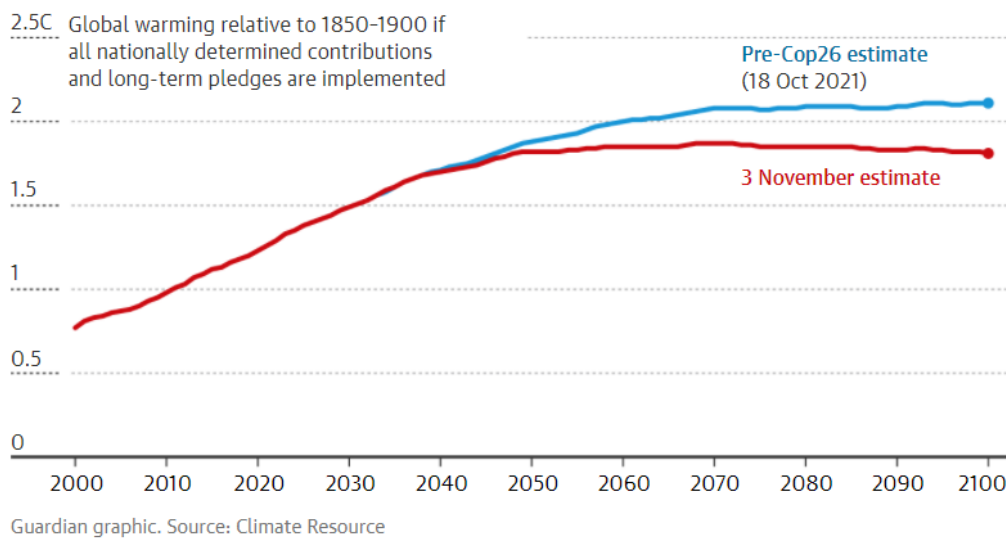
1 700 £

C'est le coût, par an et par ménage, que devrait représenter l'atteinte de la neutralité carbone d'ici 2050 au RU selon le *Climate Change Committee*, organisme indépendant chargé de conseiller le gouvernement sur les questions climatiques. Le coût total de cette transition s'élèverait à 1,4 Td£.



Le graphique de la semaine

New Cop26 pledges could bring projected warming to below 2C



Les nouveaux engagements pris lors de la COP26 permettraient d'atteindre une trajectoire de hausse des températures en deçà de 2°C, mais très loin d'1,5°C.

🌐 Climat & Energie

COP 26 : actualités

Flash – [Plus de 40 pays](#) ont accepté d'éliminer progressivement l'utilisation de centrales à charbon pour la production de leur électricité. Certaines des plus grandes économies mondiales très consommatrices de charbon, telle que la Chine, l'Australie et les Etats-Unis, ont cependant refusé de signer cet accord.

Flash – Dès l'année prochaine, plus de 20 pays et institutions financières mettront fin à [tout financement](#) du développement des combustibles fossiles à l'étranger et consacreront ces sommes, représentant 8 Md\$ annuels, aux énergies vertes. Les pays signataires pourront cependant continuer à financer leurs projets domestiques d'énergie fossile.

Flash – Boris Johnson a désapprouvé le projet controversé de construction d'une mine de charbon en Cumbria, annonçant qu'il « *n'était pas en faveur de plus de charbon* », avant de souligner que la décision finale incomberait au niveau local.

Rishi Sunak a annoncé l'établissement d'une future obligation pour les grandes entreprises et banques de publier leurs plans de transition Net Zero

Ces plans de transition devront présenter la stratégie de l'entreprise pour diminuer ses émissions carbone et les étapes pour y parvenir. Un groupe de travail sera mis en place pour structurer le cadre de production de ces données, devant créer une norme d'excellence via des travaux conjoints avec la *Glasgow Financial Alliance for Net Zero* (GFANZ) et le *Centre for Greening Finance and Investment* (CGFI). Cette obligation aura pour principe le « *comply or explain* », laissant ainsi aux entreprises la possibilité de ne pas se plier à cet exercice si elles expliquent pourquoi. Cette obligation ne comportera pas non plus de sanctions quant à la bonne conduite du plan de transition : le gouvernement britannique entend se reposer sur la bonne volonté du marché et des investisseurs qui, grâce à ces nouvelles données, devraient allouer leurs ressources aux entreprises les plus ambitieuses.

De nouvelles faillites de fournisseur d'énergie accentuent la crise énergétique au Royaume-Uni

[Quatre nouveaux fournisseurs](#) d'énergie ont fait faillite cette semaine, dans un contexte de hausse générale des prix. Ces faillites, dont le nombre s'élève à 17 depuis le mois de septembre, ont un impact financier important pour les ménages britanniques : si les clients des entreprises défaillantes sont repris par des fournisseurs concurrents, ils constatent le plus souvent une hausse de leur facture d'énergie [susceptible de toucher jusqu'à deux millions de foyers](#). Le nombre de consommateurs touchés pourrait par ailleurs doubler si *Bulb Energy*, septième fournisseur du Royaume-Uni actuellement [en difficulté financière](#), ne trouve pas de nouveaux financements extérieurs cette semaine. Dans ce contexte, le régulateur Ofgem a annoncé lancer des consultations afin de réformer son *price cap* pour le rendre plus flexible, ce qui permettrait aux entreprises de transférer plus facilement la hausse des prix de marché vers leurs clients. Un renforcement des garanties financières exigées des fournisseurs d'énergie est également évoqué.

L'industrie lourde critique le manque d'action du gouvernement face à la hausse des prix de l'énergie

Début octobre, le ministre des Entreprises et de l'Energie, Kwasi Kwarteng, avait affirmé travailler avec le Trésor sur des mesures d'aides permettant aux [secteurs énergivores](#) de faire face à la hausse de prix de l'énergie. Le chancelier de l'Echiquier Rishi Sunak a cependant écarté tout soutien public, tandis qu'une baisse récente des prix sur les marchés de gros a réduit la pression pour que le gouvernement agisse. Un soutien éventuel prendrait plutôt la forme de prêts individuels aux entreprises en difficulté. Mais les industries lourdes ont rejeté cette proposition et demandent des mesures d'aide d'urgence, en particulier un plafonnement des prix de l'énergie. Les industriels craignent qu'un hiver froid, couplé à une faible production éolienne, fassent de nouveau grimper les prix de l'énergie, menaçant la rentabilité de plusieurs entreprises.

Plus de 100 pays s'engagent à réduire les émissions de méthane au niveau mondial

A l'initiative des Etats-Unis et de l'Union Européenne, [plus de cent pays](#) ont rejoint le *Global Methane Pledge*, s'engageant ainsi à réduire leurs émissions de méthane de 30 % d'ici à 2030, par rapport aux niveaux de 2020. Les molécules de méthane, moins présentes dans l'atmosphère que le CO₂, ont cependant un effet réchauffant considérablement plus puissant, faisant de ce gaz à effet de serre le responsable d'un tiers du réchauffement de notre planète. Pour [Ursula Von der Leyen](#), il s'agit de « l'une des mesures les plus efficaces que nous puissions prendre pour réduire le réchauffement climatique à court terme », qui permettrait, en une décennie, de réduire le réchauffement de 0,2°C. Des questions se posent toutefois sur l'application et la gouvernance de cette initiative, les pays membres n'étant pas obligés de s'astreindre à des objectifs individuels contraignants.

Environnement

Le gouvernement contraint à un revirement sur les rejets des eaux usées dans les milieux naturels

A la demande du gouvernement, la Chambre des communes a supprimé un amendement à l'*Environment Bill* proposant d'interdire le rejet des eaux usées dans les rivières. En effet, cette interdiction nécessiterait des investissements importants, chiffrés entre 150 et 660 Md£ par le gouvernement, pour améliorer les réseaux des égouts datant de l'époque victorienne. Face à une forte pression médiatique et à l'impopularité de sa position, y compris au sein de sa majorité, le Gouvernement a finalement consenti à [proposer un compromis](#) imposant « une obligation légale directe aux compagnies des eaux de réduire progressivement l'impact négatif » de leur gestion des eaux en cas d'inondations.

Les dirigeants mondiaux s'engagent à mettre fin à la déforestation d'ici 2030

110 pays, parmi lesquels les principaux producteurs et consommateurs de produits liés à la déforestation, ainsi que 30 institutions financières, ont [conclu un accord](#) visant à arrêter, voire inverser, la déforestation au cours de la prochaine décennie. Cette déclaration, qui couvre près de 85 % de la couverture forestière mondiale et pour laquelle la Présidence britannique s'est très largement investie, [promet](#) près de 14 Md£ de fonds publics et privés destinés à la restauration des terres dégradées, à la protection des forêts ainsi qu'au soutien des communautés indigènes. Si l'accord a été accueilli positivement par les associations écologistes et les experts forestiers, ces derniers restent cependant prudents, soulignant que la conclusion d'un accord à New York en 2014 sur la protection des forêts n'avait pas permis de ralentir la déforestation. [Les associations environnementales](#) déplorent également que la déclaration, non contraignante, ne détaille ni la mise en œuvre de l'accord, ni son suivi.

Industrie

Flash – L'[industrie avicole](#) ne devrait utiliser que la moitié des 5 500 visas d'urgence accordés par le gouvernement, selon les représentants du secteur, ce qui s'expliquerait par une baisse de la production et davantage de recrutements locaux.

Flash – Rolls-Royce a signé un [partenariat](#) avec le Qatar pour l'ouverture de deux campus, un dans le nord de l'Angleterre et un au Qatar. Ces campus ont pour objectif d'accompagner le développement de start-ups dans le domaine de l'ingénierie verte et de la décarbonation.

Les acteurs du transport routier s'opposent à l'interdiction de la vente de véhicules lourds fonctionnant avec des carburants fossiles d'ici 2040

En juillet, le gouvernement avait annoncé son intention d'interdire en 2040 la vente de véhicules lourds neufs fonctionnant à l'essence ou au diesel et lancé une [consultation](#) sur ce sujet. La société des producteurs automobiles britanniques (*Society for Motor Manufacturers and Traders, SMMT*) estime que cette interdiction doit être reportée, le gouvernement devant parallèlement investir pour permettre la production de véhicules lourds « zéro émission ». L'association des transporteurs routiers (*Road Haulage Association, RHA*) demande pour sa part que cette interdiction soit reportée à 2045 pour les véhicules de plus de 32 tonnes. Les deux organisations craignent que l'absence d'alternatives technologiques aux combustibles fossiles ne pénalise l'ensemble des acteurs du transport routier.

Transport

Flash – Le directeur général d'[Eurostar](#), Jacques Damas, a indiqué ne pas craindre la concurrence de *Renfe*, la compagnie ferroviaire espagnole, qui prévoit d'opérer une ligne entre Paris et Londres. Par ailleurs, les contraintes réglementaires devraient empêcher *Renfe* d'utiliser le tunnel avant plusieurs années.

Flash – [Ryanair](#) prévoit de se retirer de la Bourse de Londres dans les six prochains mois, en raison des règles européennes régissant la propriété étrangère. Les actionnaires britanniques se sont vus retirer leurs droits de vote à la suite du Brexit et la compagnie aérienne prévoit désormais d'être cotée à Dublin et Bruxelles.

La collision de deux trains relance le débat de la sécurité du transport ferroviaire au RU

Un conducteur de train a été grièvement blessé et 13 passagers ont été conduits à l'hôpital après la [collision](#) de deux trains, dimanche, à l'entrée d'un tunnel près de Salisbury ; le trafic depuis et vers la gare de Salisbury devrait être interrompu au moins jusqu'à lundi 8 novembre. La faible adhérence

du train aux [voies](#) (en raison de la présence de feuilles mortes) aurait favorisé l'accident, empêchant l'un des trains de freiner, selon les premières investigations des enquêteurs. L'accident, qui constitue la première collision entre deux trains de passagers depuis l'accident de Ladbroke Grove en 1999, a relancé le débat de la [sécurité](#) du réseau ferroviaire britannique. Les incidents ferroviaires se sont multipliés depuis l'année dernière : déraillements de trains à Londres et Liverpool, accident de Stonehaven provoqué par un glissement de terrain. Le *Rail Safety and Standards Board* (RSSB) estime cependant que la sécurité du réseau ferroviaire demeure optimale, avec une moyenne de deux à trois collisions de trains par an sur les cinq dernières années et quasiment aucun décès de passagers. En revanche, les décès de travailleurs sur les voies ont augmenté, passant de 0 en 2016 à 5 en 2021, ce qui a conduit à interdire les travaux sur les voies lorsque des trains y circulent.

Un rapport parlementaire appelle à reporter la création de nouvelles « autoroutes intelligentes » en raison de craintes sur la sécurité routière

L'objectif des [autoroute intelligentes](#), introduites dans les années 1990, est de réguler la circulation afin de réduire les embouteillages, par exemple via des limites de vitesse qui évoluent en fonction du niveau de trafic (contrôlé par des caméras). La commission des Transports de la Chambre des Communes alerte sur l'extension d'un système permettant d'ouvrir la bande d'arrêt d'urgence à la circulation (*all-lane running*). En cas de problèmes, les conducteurs doivent alors se diriger vers des refuges, principalement des aires de repos. Il y a environ 375 miles d'autoroutes intelligentes en Angleterre, dont 235 sans bandes d'arrêt d'urgence. Les députés estiment que les bénéfices d'une suppression de la bande d'arrêt d'urgence ne justifient pas les risques potentiels en matière de sécurité routière. Ils demandent donc au gouvernement un moratoire de cinq ans sur ce type d'autoroute intelligente afin de rassembler davantage de données permettant d'évaluer leur niveau de dangerosité et d'améliorer la sûreté des autoroutes intelligentes actuellement en fonctionnement.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international